

Petit traité de confinement à l'usage des réfractaires (de Belgique et d'ailleurs)

blogs.mediapart.fr/le-moral-necessaire/blog/060420/petit-traite-de-confinement-l-usage-des-refractaires-de-belgique-et-d-ailleurs

Le moral nécessaire



Le 5 avril, la famille royale belge envoie ses vœux à la population ("Courage, ensemble nous sommes forts") depuis son domaine de 186 hectares, dont la superficie dépasse celle de certaines communes de la région bruxelloise.

C'est une image. Celle d'un ermite qui terminait son hibernation, celle d'un auteur plongé dans l'écriture de son livre, d'un étudiant en blocus intensif, ou de n'importe qui d'autre qui se serait accordé quelques jours de retrait du monde, puis qui, sentant l'arrivée du printemps, serait ressorti de chez lui et aurait découvert les rues de Bruxelles ensoleillées, vidées de leur frénésie habituelle, où l'air n'avait jamais été si peu pollué et où le bruit des moteurs avait fait place au chant des oiseaux... Les magnolias étaient en fleurs. Quelques files d'humains aux visages parfois terrifiés et masqués, tapaient le pavé en attendant d'entrer dans les pharmacies ou dans les rares commerces ouverts, où les attendaient des rayons vidés de certains produits de base. Pour le reste, l'espace public était occupé principalement par des groupes sociaux habituellement peu visibles, auxquels des bénévoles distribuaient de la nourriture en tentant vaille que vaille de leur trouver des places dans des centres d'accueil...

C'est à un passé lointain que semblait déjà appartenir ce qui constituait nos existences quelques jours plus tôt... Nous étions alors fin février et les dangers du virus semblaient éloignés, quatre mois après son apparition sur le marché aux animaux de Wuhan. Le 28 février, notre Ministre de la Santé publique qualifiait encore des médecins l'alertant sur le Covid-19 de « *drama queens* » (« *tragédiennes* »), même si l'Italie venait de confiner dix

villes du nord. Dans les premiers jours de mars, plusieurs pays avaient commencé à interdire les rassemblements de plus de 1000 personnes, puis de 100 personnes. Le 12 mars, confirmant des études publiées deux semaines auparavant, l'Organisation Mondiale de la Santé cessait de parler d'épidémie et déclarait l'état de pandémie. Et d'un coup, tout ou presque a fermé, des écoles aux bars, des cinémas aux lieux publics. Seuls sont restés les magasins d'alimentation et les entreprises « essentielles ». Impossible d'ignorer le mot d'ordre. À la place des habituelles publicités pour des voitures, des vêtements ou des voyages, les bornes publicitaires JCDecaux arboraient des affiches du gouvernement : « #stayhome », « #flattenthecurve », « #jesuischezmoi », « Tous ensemble contre le Covid-19 »...

En un temps record, la nécessité du confinement s'est imposée même aux plus sceptiques. Le puissant déni dans lequel s'était enfermé l'État était devenu patent. Face à la logique économique qui cherchait à maintenir un maximum de secteurs en activité, on a été nombreux à défendre le confinement comme un acte de solidarité envers les plus exposés, le prix à payer pour éviter l'engorgement du système hospitalier. Mais les questions et les craintes légitimes, on a eu à peine le temps de se les poser. L'urgence sanitaire pesait de tout son poids dans la balance. Pourtant, ça fait mal d'obéir sans résistance à des mesures inouïes de suspension de nos libertés civiles fondamentales, imposées avec une rapidité et une facilité déconcertantes.

#JeResteàLaMaison... à regarder passivement le désastre ?

Dans un premier temps, on a pensé qu'il s'agirait de faire le gros dos pendant quelques temps, en attendant que ça passe. Le confinement allait durer trois semaines, nous précisait-on. Alors on est resté chez soi, comme un tiers de l'humanité, à réorganiser vaille que vaille son quotidien. Passée la surprise et la panique des boulots tombés à l'eau, des revenus pas assurés, des projets et des rendez-vous annulés, des cyber-réunions censées gérer urgences et incertitudes, de la mise au chômage technique, certains avaient tenté de répondre à la consigne de l'enseignement en ligne ou du télé-travail malgré l'improvisation générale en la matière, et pour certains les enfants dont il fallait s'occuper en même temps.

Le reste avait instantanément suivi : festivals, cinéma, concerts, théâtre, thérapie, yoga, sport, karaoké, apéros... un grand nombre d'activités (sociales, culturelles, commerciales et même militantes) s'était transféré en ligne, dans les mailles notamment des réseaux sociaux et de leurs algorithmes. Les tenants des technologies numériques ne se tenaient plus. Les serveurs saturaient. L'action de Netflix s'envolait. L'argent liquide se voyait banni de certains commerces. Soudain, les opérateurs de télécommunications cartographiaient sans complexe les déplacements des Belges pour vérifier s'ils respectaient bien le confinement. Un de ces opérateurs déploya même une 5G *light* dans certaines parties du pays, prenant tout le monde de court et imposant une situation de fait accompli censée pousser la Région bruxelloise à adapter ses « normes d'émissions trop strictes »... La « distanciation sociale » était une véritable aubaine, capable de précipiter la société vers le tout-virtuel, et larguant brutalement au passage ceux qui, à

défaut d'avoir une connexion internet, un *smartphone* ou une carte de crédit, se voyaient d'autant plus exclus de l'accès à l'information, aux services et même à la sacro-sainte consommation.

Tout était allé très vite. Pendant la première semaine, bon nombre de confinés, cherchant à dissiper la confusion ambiante et à trouver des prises pour penser les questions posées par le virus, se sont retrouvés les yeux rivés sur des fils d'actualités faisant tourner en continu le compteur des décès. Transformés en *scrolleurs* éberlués tentant d'opérer un tri dans dans une déferlante incessante d'informations hallucinantes et fragmentées, ils avaient pu voir, par exemple, les États-Unis tenter de mettre la main sur un laboratoire allemand travaillant sur un vaccin puis importer fièrement 500.000 kits de tests d'Italie au moment où la péninsule était devenue le principal foyer mondial de la pandémie ; la République tchèque substituer à l'Italie 650.000 masques de protection transitant par son territoire, tandis que la France et l'Allemagne ne faisaient que refuser de partager leurs stocks avec la péninsule, et que des aides en personnel et en matériel médical y étaient envoyées de Cuba, de Chine et de Russie... Ils avaient pu entendre l'Union européenne se taire dans toutes les langues, pendant que sa Banque centrale débloquait 750 milliards d'euros pour « *rassurer les marchés* » au lieu de soutenir l'économie réelle. Entendre le président français déclarer martialement l'entrée « *en guerre* » de nos pays contre le virus, comme s'il s'agissait de traquer un ennemi intérieur, alors que c'était à une guerre logistique qu'on assistait, opposant des pays développés incapables de faire face à la situation, s'entre-déchirant pour obtenir des équipements de protection ou la paternité de médicaments et vaccins.

Une « *guerre* » capable de provoquer la fermeture des frontières, l'effacement des parlements, l'installation de mesures d'« exception » (dont certains ont immédiatement œuvré pour obtenir la « *prolongation illimitée* », à l'instar du Premier ministre hongrois)... et qui avait même réussi à doter la Belgique d'un gouvernement après 10 mois d'affaires courantes et de négociations politiques infructueuses ! Certes provisoire, ce « *gouvernement Corona* » relevait d'une quasi union nationale qui l'avait doté des « *pouvoirs spéciaux* ». Il avait le soutien d'un très large éventail de forces politiques, à quelques exceptions près dont celle des partis nationalistes flamands (les plus importants du pays en nombre de voix), qui avaient préféré rester en embuscade. Le gouvernement soignait sa communication et avait d'emblée porté au pinacle le personnel soignant, à qui il offrait en guise de gage de confiance une équipe ministérielle composée de professionnels de la « *restructuration* » des soins de santé. À sa tête : la première femme Première ministre du pays, dont le caractère calme et rassurant plaisait à une partie de la population, même si elle justifiait les coupes draconiennes dans le domaine de la Santé (902 millions d'euros !), lorsqu'elle occupait auparavant le poste de Ministre du Budget, en évoquant le « *manque d'efficience* » et la « *surcapacité dans l'offre* » des hôpitaux... Et au poste clef de la Santé : la ministre qui s'employait depuis six ans, avec une dévotion presque touchante, à réaliser méthodiquement « *des réformes et des économies, non pas à la hache, mais au scalpel fin* » pour « *contribuer à l'équilibre budgétaire.* » Celle-là même qui déclarait il y a quelques années que « *Si les infirmières se plaignent, c'est qu'elles ont du temps libre.* »

Un système d'injonctions contradictoires

Si les infirmières n'avaient désormais plus de « *temps libre* », une bonne partie de la population, elle, faisait l'expérience de sa soudaine abondance. Parfois claquemurés plusieurs jours d'affilée derrière leurs écrans, certains confinés ont tenté de sortir la tête de l'anxiété et du brouillard ambiants ; qui en voulant rattraper leur retard de lecture ou de repos (mais en faisant souvent le constat que le contexte n'y était pas propice) ; qui en trouvant refuge dans la boisson, la nourriture ou le ménage ; qui en s'adonnant à des sessions compulsives de jeux en ligne ou à d'innombrables passe-temps plus ou moins névrotiques ; qui encore en s'impliquant dans des actions de solidarité, comme celle de confectionner artisanalement des masques - ces fameux masques que tout le pays s'affairait à débusquer, qui avaient été massivement utilisés dans les pays asiatiques touchés par l'épidémie, mais dont le gouvernement affirmait ici qu'ils n'avaient « *guère de sens pour les personnes non contaminées* »...

Il fallait aussi s'adapter aux nouvelles réalités du dehors, aux « gestes barrières », à la distance d'1,5 mètre à respecter entre chaque humain... Chercher la logique de nos nouvelles règles de vie, dans ce moment où « *Seuls les déplacements indispensables sont autorisés.* » Une quête de sens qui s'est avérée vaine, l'État continuant à inciter près d'un tiers des Belges à se rendre à leur travail, même quand le caractère « *essentiel* » de celui-ci était difficilement perceptible en pareilles circonstances. On entendait, par exemple, des ouvriers s'inquiéter des conditions de promiscuité dans lesquelles ils devaient travailler, tandis qu'ils se faisaient réprimander par la police lorsqu'ils sortaient avec leurs collègues de l'usine. À Bruxelles, des comités d'habitants dénonçaient des situations où des promoteurs immobiliers, bénéficiant toujours de la main-d'œuvre du secteur de la construction, faisaient abattre des arbres en pleine pandémie (ce serait trop bête de laisser passer l'occasion, avant qu'entre en vigueur la période d'interdiction permettant aux oiseaux de nicher). Pendant que des administrations publiques poursuivaient l'examen de demandes de permis d'urbanisme, là où les procédures d'enquêtes publiques censées les accompagner étaient pourtant dénuées de leur sens lorsque les riverains sont confinés...

Quoiqu'il en soit de ces différents poids et mesures, il fallait s'arranger avec notre nouvelle condition d'assignés à résidence et trouver quelques marges de liberté pour ne pas trop vite péter les plombs. Mais tout en nous conseillant de faire de l'exercice physique et en nous autorisant à prendre le métro ou à aller au supermarché, l'État pointait du doigt les « *irresponsables* » coupables de faire leurs courses trop régulièrement pour des montants trop petits, il sanctionnait ceux qui roulaient à vélo dans des rues désertes (ils s'étaient éloignés de leur quartier), ceux qui goûtaient au plaisir d'un instant isolé sur un banc (ils n'étaient pas mobiles), ceux qui se promenaient à distance socialement responsable (ils n'étaient pas isolés)... En trois semaines, 5600 amendes (de 250 à 4000 euros) avaient ainsi été dressées à Bruxelles pour non-respect des règles de confinement. Comme si sortir n'était pas aussi un besoin *essentiel*, surtout pour ceux pour qui le confinement est une double peine, ceux qui n'ont pas de résidence secondaire où se planquer, ceux qui se retrouvent reclus dans un appartement exigu,

sans terrasse ni lumière du jour, parfois entassés avec famille ou colocataires, dans des espaces pas toujours salubres qui ne sont supportables qu'à condition d'en sortir le plus souvent possible.

Mais de ceux-là, on faisait peu de cas. On leur apprenait que « *ce ne sont pas des vacances* », qu'il n'était pas question de « *profiter de la situation* » ni de « *donner le mauvais exemple* », car « *certains n'ont pas encore compris le message* ». À Bruxelles, on a vu la police surveiller les parcs avec des drones, intimer par hauts-parleurs la dispersion de groupes qui s'y étaient formés et qui n'avaient en effet pas encore compris le message. On a vu des espaces verts être interdits ou fermés dans des quartiers densément peuplés, là où d'autres restaient accessibles dans des parties de la ville où les jardins privés sont plus nombreux et les espaces de vie plus grands.

Voilà pour les vertus sociales, psychologiques et pédagogiques d'un État qui, quelques jours auparavant, donnait encore à ces « *irresponsables* » des messages apaisants sur cette « *grippe d'un type nouveau, mais doux* » et la garantie d'être prêt à y « *faire face si nécessaire* ».

La gestion de crise : plus ou moins effrayante que le virus ?

Alors, quand on avait la bougeotte, qu'il fallait se rappeler combien le confinement est nécessaire, ou que les indispensables solidarités locales ne nous paraissent plus être un horizon suffisant face à l'ampleur de la situation, on se replongeait dans les témoignages et les analyses d'infirmières, de virologues, d'épidémiologistes, mais aussi de psychologues, d'économistes... On avait beau être profanes dans certaines matières, s'emparer des savoirs mis à notre disposition nous permettait de ne pas en rester à l'état de stupeur ou de sidération.

Et de comprendre qu'une action politique qui se limite au confinement (ce curieux principe qui suppose qu'il faut suspendre la vie sociale pour protéger la vie humaine), n'était qu'un mode de gestion à la petite semaine, un emplâtre sur une jambe de bois par défaut de prévention et de préparation. Le confinement permettait d'étaler les effets du virus, d'éviter l'asphyxie du système hospitalier, d'aplatir des courbes statistiques, mais pas de lutter efficacement contre la pandémie ni de protéger les plus vulnérables.

On comprenait que les conditions pour desserrer l'étau du confinement étaient de protéger l'ensemble de la population (en premier lieu les plus exposés, dont celles et ceux qui sont envoyés au front de la pandémie), en donnant aux hôpitaux les moyens de traiter plus de patients en même temps (augmenter le nombre de lits en soins intensifs, la production de respirateurs, la formation et l'engagement d'infirmières et de médecins), en investissant dans la recherche et la santé au sens large... et en dépistant massivement la population (et pas uniquement des personnes sévèrement infectées) afin de mettre en *quatorzaine* les porteurs du virus et seulement eux. Si l'Allemagne était le pays européen avec le plus faible taux de décès dus au Covid-19, c'était, disait-on,

parce que le dépistage y a été entamé dès les premiers cas en Italie et qu'un demi-million de tests y étaient pratiqués par semaine. Sans ce type de dépistage, impossible d'avoir une idée claire des besoins sanitaires et d'isoler les porteurs du virus.

Mais la gestion de la pandémie ne prenait résolument pas cette voie-là en Belgique...

Après deux semaines de confinement, et à une semaine de l'expiration de la première échéance, le gouvernement a annoncé devoir en « *prolonger* » le terme de deux, voire de quatre autres semaines (même si personne n'était dupe de cette échéance : le confinement a duré deux mois dans certaines villes chinoises, et il risque de s'éterniser plus longtemps encore dans certaines parties de l'Italie...). Mais désormais, les règles seraient « *appliquées plus strictement* » car elles n'avaient « *pas été suffisamment respectées* ». Agissant comme si la létalité de l'épidémie était en partie imputable à l'incivisme de la population et à son trop grand besoin d'air frais, nos autorités se sont dotées de lois permettant d'infliger des peines allant jusqu'à six mois de prison pour « *mise en danger d'autrui* » - et on a assisté au retour décomplexé de la délation, notamment sur les réseaux sociaux... Des mesures qui laissent songeur, quand on apprend qu'en Suède, par exemple, le confinement a été basé sur l'information et la recommandation plutôt que sur la contrainte et la répression...

D'autant qu'au palmarès de la « *mise en danger d'autrui* », le gouvernement belge est loin d'être le dernier de cordée. À l'heure d'écrire ces lignes, au bout de trois semaines de confinement, il invite encore les personnes présentant des symptômes du Covid-19 à rester chez elles jusqu'à ce que leur situation s'aggrave, sans dépistage. Il a été sourd aux alertes de la communauté scientifique, qui décrit les dangers du virus depuis début janvier, et à celles de l'Organisation Mondiale de la Santé parle depuis fin janvier d'une « *urgence de santé publique au niveau mondial* » en suppliant les États : « *Testez, testez, testez tous les cas suspects de Covid-19.* » Et nous voilà début avril, en plein « pic pandémique », où infirmières et médecins belges n'ont toujours pas reçu les moyens d'être systématiquement dépistés, ni protégés par des masques, des blouses en suffisance... de sorte qu'outre se mettre en danger, ils sont eux-mêmes devenus vecteurs du virus. Et il en est ainsi pour le personnel soignant, de nettoyage, les travailleurs sociaux, conducteurs de bus, taximans, éboueurs, facteurs, ou encore pour le personnel des supermarchés que le gouvernement a généreusement autorisé à travailler dans des horaires élargis pendant que les syndicats demandaient de les réduire.

La pénurie des produits permettant de tenir le virus à distance (gel hydro-alcoolique, gants en latex, masques chirurgicaux) a conduit le gouvernement, au bout de dix jours de confinement, à décider qu'ils ne seraient plus accessibles que sur prescription ! Dans la foulée de cette gestion managériale menée de mains de maîtres, un ministre s'est vu déléguer « *la task force en charge de l'approvisionnement des dispositifs médicaux* », d'où son surnom de « *Ministre des masques* ». Une désignation surréaliste censée mettre fin aux scandales à répétition de la pénurie de masques : stocks disparus dans des hôpitaux, commandes annulées sans raison apparente, des millions de masques arrivés de Shanghai qui n'étaient pas les bons, conflit avec une entreprise turque qui annula la

livraison de dix millions de masques, sans oublier la révélation de la destruction en 2018 d'une importante réserve (six millions de masques, conservés dans de mauvaises conditions) sur décision de la Ministre de la Santé... qui avait alors trouvé plus judicieux de faire des économies que de la renouveler.

Au point que, sans l'assumer bien sûr, cette politique a rapidement mené à opérer un tri entre des catégories de la population qui ont accès aux soins hospitaliers, et d'autres jugées non prioritaires. Premières victimes de cette sélection : les personnes âgées et particulièrement celles, quasiment laissées à leur sort, qui résident dans des maisons de repos, faisant de ces lieux des foyers de contagion (en trois semaines, une maison de repos bruxelloise sur deux a été considérée comme atteinte par l'épidémie). D'autant que le port préventif du masque y a été décrété *non prioritaire* pour le personnel extra-hospitalier... lequel, à défaut de dépistage, est considéré comme *non contaminé* ! Cela a, sans surprise, conduit à observer un « *absentéisme grandissant* » du personnel, et le gouverneur de la Province du Luxembourg à lancer ce vibrant appel : « *Vous avez l'âme d'un volontaire ? Vous voulez agir en cette période de crise ? Vous avez des disponibilités ? Le contact avec les personnes âgées vous intéresse ? Alors inscrivez-vous !* »

Car ce que les autorités ne font pas, les citoyens, eux, le peuvent... « *Nous avons besoin de vous.* » Pendant que l'État compte les sous, il met à contribution la générosité et le dévouement de la population, dans une sorte de réplique de la charité à l'anglo-saxonne. Courtisée de toutes parts, la voilà appelée à faire don de ses réserves de masques (ou à les confectionner bénévolement), la voici sollicitée par les collectes de fonds... Tel l'appel aux dons lancé par le principal hôpital public bruxellois pour acquérir des respirateurs nécessaires à l'ouverture d'une unité supplémentaire de soins intensifs, ou celui de plusieurs hôpitaux académiques cherchant à perpétuer ses activités de recherche mises en danger par leur mobilisation contre la pandémie...

À la décharge du gouvernement belge, reconnaissons qu'il n'a pas l'apanage de ce manque d'anticipation effarant et criminel (parce qu'en parfaite connaissance de cause) face à la pandémie, ni de la propension à distribuer plus volontiers des amendes que des masques ou des tests de dépistage. La même incurie et les mêmes mécanismes s'observent dans de nombreux pays. Ainsi, la France, sixième puissance économique mondiale, qui a décrété l'état d'urgence et entend faire respecter par ses citoyens de ne pas sortir plus d'une heure par jour dans un rayon d'un kilomètre autour de chez eux, la France donc, qui a la capacité de mettre en place de telles mesures, dit ne plus avoir celle de produire des kits de tests ni du matériel de protection comme des masques ou des gants... Pour en arriver là, le terrain a été bien labouré par trois décennies de pactes européens, de non régulation de l'industrie pharmaceutique, de coupes dans les budgets de la santé et de la recherche, d'exploitation du personnel hospitalier, de découragement des étudiants en médecine, de privatisations et de délocalisations empêchant aujourd'hui de produire des équipements de première nécessité...

« L'après » est déjà là

Face à cette situation qui s'aggrave de jour en jour, qui agit comme un révélateur et accentue les injustices sociales, les raisons de mécontentement et d'inquiétude sont nombreuses. Au terme du confinement, combien de morts dans les hôpitaux, les maisons de repos, les prisons, les centres fermés pour sans papiers... ? Quel impact sur les nombreuses personnes atteintes d'autres pathologies qui n'auront pas été soignées pendant cette période ? Combien de crises psychologiques, de dépressions, d'internements, de féminicides ou de suicides dans les foyers ? Combien de faillites, de nouveaux pauvres et de vies brisées par la récession économique qu'on nous annonce très rude ? Et on frissonne à la perspective d'un déconfinement organisé avec le même brio...

Au terme de trois semaines de confinement, alors que le « Financial Times » prend en « *exemple* » la gestion belge de la crise (!), des velléités de grèves surgissent de partout... Parmi les éboueurs de la région bruxelloise, qui dénoncent l'absence de mesures de sécurité, la pression de travail croissante et le manque de respect de leur direction. Parmi les travailleurs des supermarchés, qui déplorent leur deuxième victime du Covid-19, même sentiment de mépris et de mise en danger : des actions de débrayage sont menées dans certaines grandes surfaces. Parmi les médecins généralistes, furieux de la gestion de l'épidémie par les autorités, qui dénoncent l'absence de « *réponse claire et transparente sur les moyens de protections* ». Parmi les hôpitaux, où neuf établissements publics et privés bruxellois évoquent d'une même voix la possibilité d'un débrayage du personnel, tant ils sont excédés de travailler « *avec des moyens qui ne sont pas dignes de ce siècle* », de se sentir méprisés eux aussi par un gouvernement qui leur délivre les stocks de matériel au compte-goutte, à force de formulaires administratifs à remplir tous les trois jours... en ce compris médicaments, blouses et seringues qui viennent à manquer ! Des menaces de grève surgissent même au sein de la police : censée « *accompagner la population* » dans l'application des injonctions contradictoires du gouvernement, celle-ci se plaint de subir en retour « *une augmentation des actes hostiles envers les agents* ». Et du côté des familles de personnes contaminées, certaines menacent de plaintes en justice pour obtenir un lit en soins intensifs. Il n'y a pas que la maladie qui est virale, la colère aussi.

Le champ des combats à mener aujourd'hui et dans les prochaines semaines est immense, alors que nous sommes atomisés, réduits à trépigner sur des balcons trop exigus pour se faire entendre. Pour l'instant, rares sont les revendications des mouvements sociaux qui ont été suivies d'effets (partiellement, celle de réquisitions d'immeubles et d'hôtels pour loger des personnes laissées à la rue...). Des idées font néanmoins leur chemin pour changer le cours inégalitaire du confinement, comme celle d'une grève des loyers.

Mais ce que nous réserve « l'après » est probablement plus vertigineux encore. Sans doute serions-nous bien inspirés de nous y projeter sans attendre. Sans placer d'espairs démesurés dans une potentielle prise de conscience collective qui serait telle que les rapports de force se trouveraient renforcés à la levée du confinement et permettraient d'obtenir des avancées sociales et écologiques.

D'abord, parce que le confinement ne va pas « vaincre » le virus, contrairement aux propos hypocrites de certains ministres. Et rien ne le fera désormais, à moins d'une immunisation collective ou de la production d'un vaccin, c'est-à-dire pas avant un an ou deux (et à condition que le virus ne se répande pas à nouveau après avoir muté). Lorsque nous sortirons du confinement, ce sera donc graduellement et dans un monde où il faudra composer avec la « distanciation sociale ». Les modélisations sur lesquelles se base l'actuel confinement envisagent même la possibilité que ce type de mesure se reproduise dans les mois à venir...

Ensuite, parce que si ce virus a en quelque sorte infligé une débâcle et une crise sans précédents à une mondialisation qui s'était crue jusque-là tout permis, il est aussi annonciateur d'autres virus qui arriveront de plus en plus vite à nous, par le biais de la déforestation ou de l'urbanisation effrénées. La crise actuelle doit probablement être moins envisagée comme une parenthèse de court ou de moyen terme, que comme un saut vers une société où les rapports humains vont se redéfinir.

Enfin, parce que les hautes sphères de l'État ne vont ni prendre leurs responsabilités, ni remettre en question ce qui a mené à une situation aussi grave. « *C'est une fatalité qui ne dit rien de notre système* », a osé le président du parti libéral (celui de la Première ministre)... ajoutant, au prix d'une brillante contorsion de l'esprit, voir dans le confinement la preuve que « *la décroissance est un appauvrissement généralisé* ». Au terme de cette première période de confinement, le gouvernement belge n'a toujours procédé à aucune réquisition de matériel vital. Point de plafonnement des prix non plus, ni d'allocation de pandémie ou de gel des charges mensuelles. Pas d'impôt de crise à l'horizon, et ne parlons même pas de la socialisation des secteurs vitaux. Tout juste une partie des travailleurs de la santé s'est-elle vu proposer une prime unique de 1450 euros. Quant au refinancement structurel de l'hôpital public, il s'est résumé à un milliard d'euros... sous forme d'avance de trésorerie ! L'électrochoc dont certains avaient annoncé qu'il allait ressusciter l'État social n'a manifestement pas été encore assez violent.

S'il est un endroit où on peut faire confiance aux pouvoirs politiques, financiers, industriels, c'est dans leur capacité à rebondir. Ils ne vont pas attendre qu'on soit sortis de notre captivité, qu'on ait pleuré nos morts et que les infirmières aient à nouveau du « *temps libre* », pour nous inviter à un grand débat démocratique et à des ateliers participatifs sur la société de demain et l'abandon du capitalisme... Ils préparent déjà nos esprits aux concessions qu'ils voudront imposer. Ils avancent, calculatrices en têtes et algorithmes pleins les yeux, pour tirer profit de la situation. Bientôt, ils nous vendront des masques et des flacons de gel coloriés, *customisés*, parfumés, des applications pour se déplacer sans croiser de personnes infectées. Ils désinfecteront les rues à grandes doses de liquides toxiques. Pendant quelques semaines, ils feront des commissions d'enquête pour se rejeter les responsabilités entre eux, et se flatteront d'avoir obtenu l'une ou l'autre démission ; ils nous passeront en boucle des statistiques qui ignorent la majorité des personnes infectées et omettent de faire la distinction entre les victimes du virus et celles de la gestion politique de l'épidémie ; ils nous parleront de

l'exceptionnalité et de l'imprévisibilité de la situation, sans aucune forme d'excuses ou d'auto-critique ; ils gloseront sur l'indispensable refinancement des hôpitaux en chantant les louanges des partenariats publics-privés... Et nous en seront quittes pour le « changement de paradigme » qui remettra à plus tard les changements profonds à entreprendre face au réchauffement climatique, qu'ils minimiseront jusqu'à la prochaine catastrophe. Au contraire, ils préparent déjà le retour en force de la croissance, des industries fossiles, du secteur aérien, et ils redoubleront d'efforts pour accélérer l'emballage de l'activité productive, furieux qu'elle ait pu être perturbée et ralentie par un malheureux pangolin (ou une chauve-souris). On les entend déjà dire qu'il n'y a pas d'alternative, que c'est le prix de la relance de l'économie. L'austérité accrue, qui en sera le corollaire, frappera de plein fouet des secteurs que la crise sanitaire a relégués au rang de « *non-essentiels* » (social, culturel...). Ils diront faire prévaloir l'intérêt général en accouchant de « plans de relance », en débloquent des fonds insuffisants pour aider le secteur non-marchand, les indépendants et petites entreprises endettés, mais ils ne remettront en cause ni le paiement des loyers ou des crédits, ni le paiement de la dette publique, ni les dividendes que les gros actionnaires continueront à encaisser. En cela, la figure de la « *guerre* » a au moins le mérite de nous donner la couleur de leurs intentions : il y aura des perdants et des vainqueurs. Leur « *retour à la normale* » sera celui du *business as usual* capitaliste, boosté par un coup d'accélérateur productiviste, inégalitariste et totalitaire.

Au terme de trois semaines de confinement, nous avons déjà un avant-goût prononcé de ce que la société de la distanciation nous réserve. Les problématiques de « l'après » sont en germe dans celles d'aujourd'hui. Elles nous confrontent parfois à des contradictions difficiles, dont l'une s'imisce au cœur même de nos revendications actuelles. Car, si l'on en revient au dépistage massif, pierre angulaire d'une approche de la pandémie qui éviterait le confinement massif de la population, il nous mène directement à des dispositifs renforcés de contrôle des individus. En effet, les pays qui sont pris en exemple pour avoir circonscrit la propagation du virus en procédant au dépistage massif (Corée du Sud, Singapour, Taiwan...) ont eu recours corollairement à des techniques de géo-localisation, de traçage technologique des malades et des personnes susceptibles d'avoir été en contact avec eux. Certains pays ont été jusqu'à permettre à l'ensemble de la population de suivre les déplacements de ceux-ci sur Internet, créant un climat de stigmatisation et de surveillance délétère.

Le dilemme est cornélien, voire orwellien, tant il paraît être sans issue pour nos libertés, déjà fort étriquées avant la crise. Car on devine sans peine dans quel sens les États et le marché voudront orienter le curseur entre liberté et sécurité sanitaire. Sous couvert d'état d'urgence sanitaire, ils tenteront de maintenir les mesures « provisoires » récemment mises en place, comme ils l'ont fait en d'autres temps après les attentats. Ils verront dans la « distanciation sociale » une formidable opportunité d'accélérer l'avènement du tout-numérique, de restreindre durablement la possibilité de se rassembler (manifestations politiques, espaces publics, lieux publics), d'adapter la « gouvernance » et la consommation à des comportements sociaux basés sur la peur et l'individualisme qu'ils pensent déjà ancrés en nous. Et ce n'est pas dépeindre un tableau

excessivement sombre, qui surévaluerait le cynisme et la perversité ambiants, que de se demander jusqu'où certains voudront s'inspirer du régime chinois, de plus en plus explicitement vanté pour sa gestion de la crise.

À nous de démentir ce scénario en retrouvant le plus vite possible la possibilité de nous rassembler, de nous embrasser, de nous serrer dans les bras. En sélectionnant les savoirs et les expertises qui nous permettront de nous adapter sans tomber dans la peur et la paranoïa. En cultivant la prudence, le soin, le renforcement de notre immunité. En instaurant des rapports sociaux peut-être plus distants, mais qui ne passeront ni par l'accumulation frénétique de produits de base, ni par l'évitement du regard des autres. Et puis, en retournant à la figure de tous ceux qui ont réellement « *mis en danger la vie d'autrui* » l'abjection qu'ils nous inspirent. En envoyant balader leur monde agonisant, avec autant de force qu'ils n'ont d'indécence, d'incompétence, de vénalité. Il faudra trouver par quels bouts attraper le monstre, tentaculaire, et le faire vaciller. Et ce ne sera assurément pas « *au scalpel fin* » qu'il faudra s'y prendre...

- Gwenaël Breës

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.